

Responsible finance[Asian Development Bank \(ADB\)](#)[Global Environment Facility \(GEF\)](#)[Inter-American Development Bank \(IDB\)](#)[International Finance Corporation \(IFC\)](#)[UN Forum on Forests \(UNFF\)](#)[World Bank](#)[Forest Carbon Partnership Facility \(FCPF\)](#)[Forest Investment Programme \(FIP\)](#)[Forests Policy \(OP/BP 4.36\)](#)[Indigenous Peoples Policy \(OD 4.20 - OB/BP 4.10\)](#)[Safeguard & accountability issues](#)[Other institutions](#)[Private sector](#)[Extractive industries](#)[Palm oil & RSPO](#)[Private banks](#)[Pulp & paper](#)[Shrimp farming & coastal forests](#)[Other private sector](#)

Le 9ème Dialogue de l'Initiative pour les droits et ressources sur les forêts, la gouvernance et les changements climatiques

18 Février, 2011

Le 9ème Dialogue de l'Initiative pour les droits et ressources sur les forêts, la gouvernance et les changements climatiques, co-organisé avec le Forest Peoples Programme, Tebtebba et Forest Trends, a eu lieu à Londres, au Royaume-Uni, le 8 février 2011. Le Dialogue a réuni plusieurs acteurs clé de la REDD, notamment des représentants des organisations des peuples autochtones, les gouvernements du Royaume-Uni, du Mexique et de la Norvège, le secteur bancaire, des ONG et des chercheurs.

Le consensus ayant émergé des discussions était que la REDD ne devrait pas se poursuivre tant que des garanties claires n'auront pas été mises en place. Gregory Barker, Ministre adjoint du Ministère de l'énergie et du changement climatique du gouvernement britannique, a souligné qu'il était crucial, avant que les projets REDD ne soient réalisés, d'évaluer les moteurs de la déforestation, de garantir un régime foncier clair et d'assurer un partage équitable des avantages pour les peuples autochtones. Dans ce but, il a affirmé que le gouvernement britannique appliquera des garanties dans les accords bilatéraux REDD avec les peuples autochtones et les communautés locales. Malgré cet engagement, il n'a pas indiqué si le Royaume-Uni oeuvrerait en faveur de garanties plus strictes dans les processus de préparation de l'initiative FCPF de la Banque mondiale.

Le Ministre a également annoncé un processus officiel d'examen de l'inclusion des droits des peuples autochtones dans les activités et les politiques REDD entreprises par le gouvernement britannique. Il n'est pas clair s'il s'agit du même processus d'examen mené actuellement par PricewaterhouseCoopers afin d'évaluer où et comment le Royaume-Uni va dépenser les financements REDD. Cet examen devrait s'achever d'ici fin mars 2011, mais les organisations de la société civile n'ont été contactées que début février 2011.

En réponse à cette présentation ainsi qu'à des présentations précédentes, Onel Masardule, un représentant des peuples Kuna de Panama, a dit que « nous ne devrions pas prêter une attention trop grande à ce que les gouvernements disent, parce que leurs politiques en matière de changement climatique sont contradictoires. D'une part, ils disent qu'ils protègent les forêts, mais ils promeuvent en même temps des projets de développement à grande échelle qui causent la destruction de ces forêts ».

Mr Masardule a souligné le danger que représenterait pour les peuples autochtones l'application des programmes REDD dans les régions où les revendications foncières des peuples autochtones ne sont toujours pas reconnues. En conclusion, il a affirmé que pour être couronnée de succès, la REDD doit intégrer trois aspects fondamentaux : en premier lieu, la reconnaissance des droits des peuples autochtones sur les territoires et les forêts ; en deuxième lieu, le respect de l'obligation d'obtenir le Consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones ; enfin, l'intégration d'un mécanisme assurant le respect des garanties. Il a averti que sans ces trois engagements, REDD ne ferait que créer de nouveaux conflits au sein des peuples autochtones et entre les peuples autochtones et leurs nations

PARTNERS[Tebtebba](#)**WORK THEMES**

[Forest Carbon Partnership Facility](#)
[REDD+ and related initiatives](#)
[Forest Investment Programme](#)
[UN Framework Convention on Climate Change \(UNFCCC\)](#)
[Other climate-related institutions](#)
[Legal & human rights](#)
[Responsible finance](#)

REGION

[Africa](#)
[Asia Pacific](#)
[South & Central America](#)

RELATED REPORTS

[REDD and Rights In Cameroon: A review of the treatment of Indigenous Peoples and local communities in policies and projects. February 2011](#)

[Marcus Colchester's Opening Remarks to the 9th RRI Dialogue on Forests, Governance and Climate Change, London, 8 February 2011](#)

RELATED LINKS

[Livestream: Video footage of the 9th RRI Dialogue on Forests, Governance and Climate, 8 February 2011](#)

[Rights and Resources Initiative \(RRI\) website: Details of the 9th Dialogue on Forests, Governance and Climate, 8 February 2011](#)

[Rights and Resources report: "PUSHBACK: Local Power, Global Realignment"](#)

[IISD coverage of the 9th RRI Dialogue on Forests, Governance and Climate, 8 February 2011](#)

respectives.

[Español](#) [English](#)

FIRST PUBLISHED IN THE ENEWSLETTER

FPP ENewsletter February 2011

FPP is a company limited by guarantee (England & Wales) Reg. No. 3868836, [registered office](#). UK Charity No. 1082158. It is also registered as a non-profit Stichting in the Netherlands.
Website designed by [Iskra](#) and [Advocate](#).